

Traduction française non officielle

Re Snitzler

AFFAIRE INTÉRESSANT :

les Règles visant les courtiers en épargne collective

et

Jordan Michael Snitzler

2025 OCRI 07

Jury d'audience de l'Organisme canadien de réglementation
des investissements (section de la Saskatchewan)

Audience tenue le 30 décembre 2024 à Regina (Saskatchewan) par vidéoconférence

Décision rendue le 30 décembre 2024

Motifs de la décision publiés le 29 janvier 2025

Jury d'audience

Richard L. Yaffe, c.r., président

Annette Stephens, membre représentant le secteur

Eric Wray, membre représentant le secteur

Comparutions

Tyler Beazer, avocat de la mise en application

Anna Markiewicz, avocate de Jordan Michael Snitzler

Jordan Michael Snitzler, intimé (présent)

MOTIFS DE LA DÉCISION RELATIVE À L'ACCEPTATION DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT

INTRODUCTION

[1] Jordan Michael Snitzler (l'intimé) reconnaît les violations suivantes des Règles visant les courtiers en épargne collective :

- il a obtenu et eu en sa possession trois formulaires de compte présignés relativement à trois clients et utilisé ces formulaires pour effectuer des opérations,
- il a modifié et utilisé pour effectuer des opérations 30 formulaires de compte relativement à 26 clients en y changeant des renseignements sans que les clients aient paraphé les modifications pour montrer qu'ils les avaient autorisées, ou a soumis aux fins de traitement des formulaires contenant des renseignements qui avaient été modifiés sans que les clients aient paraphé les modifications,

en contravention à la Règle 2.1.1 des Règles visant les courtiers en épargne collective.

[2] L'audience avait pour objet de déterminer si un jury d'audience (le jury d'audience) du comité d'instruction de la section de la Saskatchewan de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (OCRI) devait accepter l'entente de règlement (l'entente de règlement) conclue entre le personnel de l'OCRI (le personnel) et l'intimé en vertu de l'alinéa 7.4.4.3 a) des Règles visant les courtiers en épargne collective.

[3] Le personnel et l'intimé acceptent les modalités de la présente entente de règlement et y consentent. Ils recommandent conjointement que le jury d'audience accepte l'entente de règlement.

[4] Le jury d'audience a approuvé l'entente de règlement.

ANALYSE

1. Les faits

[5] Les faits sont énoncés ci-après.

[6] L'intimé est inscrit dans le secteur des valeurs mobilières depuis août 2009 environ.

[7] Du 1^{er} juillet 2021 au 27 décembre 2023, l'intimé a été inscrit en Saskatchewan et en Alberta à titre de représentant de courtier au sein d'Investia Financial Services Inc. (Investia), courtier membre de l'OCRI (auparavant un membre de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels [ACFM]). Investia a désigné l'intimé comme directeur de succursale.

[8] Le 27 décembre 2023, l'intimé a démissionné de son poste à Investia.

[9] Depuis le 25 janvier 2024, l'intimé est inscrit en Saskatchewan, en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario comme représentant de courtier au sein de Designed Securities Ltd., courtier membre de l'OCRI.

[10] Durant la période des faits reprochés, l'intimé exerçait ses activités dans la région de Regina, en Saskatchewan.

[11] Durant la période des faits reprochés, les politiques et procédures d'Investia interdisaient aux représentants de courtier d'obtenir, de détenir ou d'utiliser des formulaires de compte présignés vierges ou incomplets.

[12] Entre le 3 juin 2019 et le 2 juin 2021, l'intimé a obtenu et eu en sa possession trois formulaires de compte présignés relativement à trois clients et a utilisé ces formulaires pour effectuer des opérations.

[13] Les formulaires de compte présignés sont les suivants : un formulaire de transfert et deux formulaires d'ouverture de compte de fonds communs de placement.

[14] Durant la période des faits reprochés, les politiques et procédures d'Investia interdisaient aux représentants de courtier de modifier ou de corriger tout renseignement figurant sur des formulaires de compte sans que le client ait paraphé les modifications pour montrer qu'il les avait autorisées.

[15] Entre le 6 décembre 2016 et le 28 juin 2021, l'intimé a modifié et utilisé pour effectuer des opérations 30 formulaires de compte relativement à 26 clients en y changeant des renseignements sans que les clients aient paraphé les modifications pour montrer qu'ils les avaient autorisées, ou a soumis aux fins de traitement des formulaires contenant des renseignements qui avaient été modifiés sans que les clients aient paraphé les modifications.

[16] Les formulaires de compte modifiés sont les suivants :

- a) 2 formulaires d'instructions systématiques;

- b) 12 formulaires d'ouverture de compte;
- c) 5 formulaires de transfert;
- d) 1 formulaire d'instructions concernant des ordres;
- e) 6 formulaires de saisie d'ordre;
- f) 1 formulaire de renseignements sur la connaissance du client;
- g) 1 formulaire de souscription;
- h) 1 formulaire de réinvestissement;
- i) 1 formulaire de confirmation d'identité.

[17] Les modifications que l'intimé a apportées aux formulaires de compte comprenaient des changements aux renseignements suivants : instructions concernant les placements et montants des placements, montants des transferts; montants des prélèvements automatiques de cotisations, noms et codes des fonds, valeur nette des clients, types de frais, tolérance au risque, types de régimes, renseignements sur le bénéficiaire, numéros de compte et dates.

2. L'enquête d'Investia

[18] En octobre 2022, au cours d'un examen en succursale, Investia a découvert certains des formulaires de compte présignés et modifiés mentionnés ci-dessus. Par conséquent, la société a effectué un examen complet des dossiers de clients tenus par l'intimé et a découvert les autres formulaires de compte présignés et modifiés.

[19] Au cours de son enquête sur la conduite de l'intimé, Investia a envoyé des lettres aux clients touchés ainsi que des copies d'un historique des opérations et des renseignements sur la connaissance du client, afin de déterminer l'exactitude des renseignements et de savoir si les opérations avaient été autorisées ou non. Aucun client n'a fait part de préoccupations à Investia.

[20] Le 21 novembre 2022, Investia a soumis l'intimé à une surveillance stricte jusqu'au 31 janvier 2023. La société a indiqué qu'aucune préoccupation ou aucun autre problème n'avait été soulevé pendant la surveillance stricte de l'intimé.

[21] Le 5 mai 2023, Investia a transmis à l'intimé une lettre de mise en garde concernant la conduite fautive décrite dans l'entente de règlement.

[22] Le 8 novembre 2023, La Financial and Consumer Affairs Authority (FCAA) de la Saskatchewan a avisé Investia qu'elle avait imposé des conditions à l'inscription de l'intimé en raison de l'enquête sur la conduite de ce dernier décrite dans l'entente de règlement. Investia a donc été tenue de soumettre l'intimé à une surveillance étroite et de préparer des rapports mensuels de surveillance étroite des activités de vente de l'intimé et de ses interactions avec les clients.

3. Les aspects juridiques et la jurisprudence

[23] Des jurys d'audience qui devaient déterminer s'il convenait d'accepter une entente de règlement proposée ont tenu compte des éléments énoncés ci-après.¹ En effet, ils conviennent que ces facteurs demeurent pertinents en tant que lignes directrices pouvant aider les jurys d'audience à prendre une telle décision.

- a) L'acceptation de l'entente de règlement est-elle dans l'intérêt public, et les sanctions imposées

¹ *Sterling Mutuals Inc. (Re)*, jury d'audience du conseil régional du Centre, dossier n° 200820, décision et motifs datés du 21 août 2008.

protégeront-elles les investisseurs?

- b) L'entente de règlement est-elle raisonnable et proportionnée, compte tenu de la conduite de l'intimé qui y est exposée?
- c) L'entente de règlement aura-t-elle un effet de dissuasion spécifique et générale satisfaisant sur l'intimé et le secteur, respectivement?
- d) Le règlement proposé contribuera-t-il à prévenir à l'avenir le type de conduite décrit dans l'entente de règlement?
- e) L'entente de règlement favorisera-t-elle la confiance dans l'intégrité des marchés financiers canadiens?
- f) L'entente de règlement favorisera-t-elle la confiance dans l'intégrité de l'OCRI?
- g) L'entente de règlement favorisera-t-elle la confiance dans le processus réglementaire?

[24] L'OCRI considère la protection des investisseurs comme l'objectif premier de la réglementation du secteur des valeurs mobilières. La réglementation doit aussi favoriser la confiance du public dans les marchés financiers et le secteur des valeurs mobilières.²

[25] Les sanctions imposées doivent être suffisantes pour assurer la confiance du public dans la réglementation du secteur de l'épargne collective et avoir un effet de dissuasion.

[26] Le jury peut accepter ou refuser l'entente de règlement recommandée (Règle 7.4.4.3 des Règles visant les courtiers en épargne collective). Il est couramment admis que le jury d'audience ne doit pas s'ingérer à la légère dans un règlement négocié.

[27] Le jury d'audience a tenu compte des facteurs susmentionnés. Il a aussi pris en considération les sanctions imposées dans des affaires similaires présentées dans les observations de l'avocat de la mise en application de l'OCRI.

4. Les facteurs atténuants

[28] Pour déterminer s'il convenait d'accepter ou de refuser l'entente de règlement, le jury d'audience a tenu compte des facteurs atténuants énoncés ci-après.

[29] L'inscription de l'intimé chez Designed Securities Ltd., l'employeur actuel de ce dernier, demeure assujettie aux conditions imposées par la FCAA.

[30] Rien n'indique que l'intimé a tiré un avantage financier de sa conduite, à part les commissions et honoraires qu'il aurait eu le droit de toucher si les opérations avaient été exécutées correctement.

[31] L'intimé n'avait jamais été visé par une instance disciplinaire de l'ACFM ou de l'OCRI auparavant.

[32] Rien n'indique non plus que des clients ont subi des pertes financières ou que les opérations sous-jacentes n'ont pas été autorisées, et aucun client n'a déposé de plainte auprès de l'OCRI, d'Investia ou de l'employeur actuel de l'intimé, Designated Securities Ltd.

[33] En concluant l'entente de règlement, l'intimé a épargné à l'OCRI le temps, les ressources et les dépenses associés à la tenue d'une audience contestée portant sur les allégations.

[34] L'intimé était présent à l'audience.

² *Pezim c. Colombie-Britannique (Superintendent of Brokers)* [1994] 2 RCS 557

[35] Le règlement a été conclu conformément à la Règle 7.4.4 des Règles visant les courtiers en épargne collective et aux Règles 14 et 15 des Règles de procédure des courtiers en épargne collective.

CONCLUSION

[36] L'intimé reconnaît que les faits décrits dans l'entente de règlement constituent une conduite fautive qui contrevient à la Règle 2.1.1 des Règles visant les courtiers en épargne collective.

[37] Au terme de l'audience, le jury d'audience était convaincu que les sanctions convenues sont raisonnables et que l'entente de règlement est dans l'intérêt public, et ses membres ont convenu à l'unanimité que l'entente de règlement, qui prévoit ce qui suit, devrait être acceptée :

- a) l'intimé devra payer une amende de 18 000 \$;
- b) il devra aussi payer une somme de 2 500 \$ au titre des frais;
- c) il devra à l'avenir se conformer à la Règle 2.1.1 des Règles visant les courtiers en épargne collective;
- d) si, à quelque moment que ce soit, une personne qui n'est pas partie à la présente instance, à l'exception des entités énoncées à la Règle 6.3 des Règles visant les courtiers en épargne collective, demande dans le cadre de l'instance la production de pièces ou l'accès à des pièces qui contiennent des renseignements personnels au sens de la politique sur la confidentialité de l'OCRI, le Bureau des audiences de l'OCRI ne fournira pas de copies des pièces demandées ou n'y donnera pas accès sans avoir préalablement caviardé tous les renseignements financiers, personnels ou de nature privée, conformément aux paragraphes 1.8 2) et 5) des Règles de procédure des courtiers en épargne collective.

FAIT à Regina (Saskatchewan) le 29 janvier 2025.

« Richard L. Yaffe »

Richard L. Yaffe, c.r., président

« Annette Stephens »

Annette Stephens, membre représentant le secteur

« Eric Wray »

Eric Wray, membre représentant le secteur



OCRI • CIRO

Organisme canadien
de réglementation
des investissements

Canadian Investment
Regulatory
Organization

Entente de règlement

Dossier n° 202426

Traduction française non officielle

AFFAIRE INTÉRESSANT :

LES RÈGLES VISANT LES COURTIERIERS EN ÉPARGNE COLLECTIVEⁱ

et

JORDAN MICHAEL SNITZLER

ENTENTE DE RÈGLEMENT

I. INTRODUCTION

1. L'Organisme canadien de réglementation des investissements (OCRI), issu de la fusion de l'OCRCVM et de l'ACFM, annoncera qu'il propose de tenir une audience (l'audience de règlement) pour déterminer si, en vertu de la Règle 7.4.4.3 des Règles visant les courtiers en épargne collective, un jury d'audience du comité d'instruction de la section de la Saskatchewan de l'OCRI (le jury d'audience) devrait accepter l'entente de règlement (l'entente de règlement) conclue entre le personnel de l'OCRI (le personnel) et Jordan Michael Snitzler (l'intimé).

2. Le personnel et l'intimé acceptent les modalités de la présente entente de règlement et y consentent.

3. Le personnel et l'intimé recommandent conjointement que le jury d'audience accepte l'entente de règlement.

II. CONTRAVENTIONS

4. L'intimé reconnaît les violations suivantes des Règles visant les courtiers en épargne collective :

- (a) entre le 3 juin 2019 et le 2 juin 2021, il a obtenu et eu en sa possession trois formulaires de compte présignés relativement à trois clients et a utilisé ces formulaires pour effectuer des opérations, en contravention à la Règle 2.1.1 des Règles visant les courtiers en épargne collective;
- (b) entre le 6 décembre 2016 et le 28 juin 2021, il a modifié 30 formulaires de compte relativement à 26 clients en y changeant des renseignements sans que les clients aient paraphé les modifications pour montrer qu'ils les avaient autorisées et a utilisé ces formulaires pour effectuer des opérations, en contravention à la Règle 2.1.1 des Règles visant les courtiers en épargne collective.

III. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

5. Le personnel et l'intimé acceptent les modalités de règlement suivantes :

- (a) l'intimé doit payer une amende de 18 000 \$ en fonds certifiés à l'acceptation de l'entente de règlement, en vertu de l'alinéa 7.4.1.1 b) des Règles visant les courtiers en épargne collective;
- (b) l'intimé doit payer en fonds certifiés une somme de 2 500 \$ au titre des frais à l'acceptation de l'entente de règlement, en vertu de la Règle 7.4.2 des Règles visant les courtiers en épargne collective;
- (c) l'intimé devra se conformer à la Règle 2.1.1 des Règles visant les courtiers en épargne collective à l'avenir;
- (d) l'intimé devra assister à l'audience de règlement à la date prévue.

6. L'intimé consent à ce que le jury d'audience ordonne le respect de la confidentialité selon les modalités suivantes :

Si, à quelque moment que ce soit, une personne qui n'est pas partie à la présente instance, à l'exception des entités énoncées à la Règle 6.3 des Règles visant les courtiers en épargne collective, demande dans le cadre de l'instance la production de pièces ou l'accès à des pièces qui contiennent des renseignements personnels au sens de la politique sur la confidentialité de l'OCRI, le Bureau des audiences de l'OCRI ne fournira pas de copies des pièces demandées ou n'y donnera pas accès sans avoir préalablement caviardé tous les renseignements financiers et personnels de l'intimé, conformément aux paragraphes 1.8 2) et 5) des Règles de procédure des courtiers en épargne collective.

7. Le personnel et l'intimé acceptent le règlement en se fondant sur les faits énoncés dans la présente entente de règlement.

IV. FAITS CONVENUS

L'historique de l'inscription

8. L'intimé est inscrit dans le secteur des valeurs mobilières depuis août 2009 environ.

9. Du 1^{er} juillet 2021 au 27 décembre 2023, l'intimé a été inscrit en Saskatchewan et en Alberta à titre de représentant de courtier au sein d'Investia Financial Services Inc. (Investia), courtier membre de l'OCRI (auparavant un membre de l'ACFM). Investia a désigné l'intimé comme directeur de succursale.

10. Le 27 décembre 2023, l'intimé a démissionné de son poste à Investia.

11. Depuis le 25 janvier 2024, l'intimé est inscrit en Saskatchewan, en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario comme représentant de courtier au sein de Designed Securities Ltd., courtier membre de l'OCRI.

12. Durant la période des faits reprochés, l'intimé exerçait ses activités dans la région de Regina, en Saskatchewan.

Les formulaires de compte présignés

13. Durant la période des faits reprochés, les politiques et procédures d'Investia interdisaient aux représentants de courtier d'obtenir, de détenir ou d'utiliser des formulaires de compte présignés vierges ou incomplets.

14. Entre le 3 juin 2019 et le 2 juin 2021, l'intimé a obtenu et eu en sa possession trois formulaires de compte présignés relativement à trois clients et a utilisé ces formulaires pour effectuer des opérations.

15. Les formulaires de compte présignés sont les suivants : un formulaire de transfert et deux formulaires d'ouverture de compte de fonds communs de placement.

Les formulaires de compte modifiés

16. Durant la période des faits reprochés, les politiques et procédures d'Investia interdisaient aux représentants de courtier de modifier ou de corriger tout renseignement figurant sur des formulaires de compte sans que le client ait paraphé les modifications pour montrer qu'il les avait autorisées.

17. Entre le 6 décembre 2016 et le 28 juin 2021, l'intimé a modifié et utilisé pour effectuer des opérations 30 formulaires de compte relativement à 26 clients en y changeant des renseignements sans que les clients aient paraphé les modifications pour montrer qu'ils les avaient autorisées, ou a soumis aux fins de traitement des formulaires contenant des renseignements qui avaient été modifiés sans que les clients aient paraphé les modifications.

18. Les formulaires de compte modifiés sont les suivants :

- (a) 2 formulaires d'instructions systématiques;
- (b) 12 formulaires d'ouverture de compte;
- (c) 5 formulaires de transfert;
- (d) 1 formulaire d'instructions concernant des ordres;
- (e) 6 formulaires de saisie d'ordre;
- (f) 1 formulaire de renseignements sur la connaissance du client;
- (g) 1 formulaire de souscription;
- (h) 1 formulaire de réinvestissement;
- (i) 1 formulaire de confirmation d'identité.

19. Les modifications que l'intimé a apportées aux formulaires de compte comprenaient des changements aux renseignements suivants : instructions concernant les placements et montants des placements, montants des transferts; montants des prélèvements automatiques de cotisations, noms et codes des fonds, valeur nette des clients, types de frais, tolérance au risque, types de régimes, renseignements sur le bénéficiaire, numéros de compte et dates.

L'enquête d'Investia

20. En octobre 2022, au cours d'un examen en succursale, Investia a découvert certains des formulaires de compte présignés et modifiés mentionnés ci-dessus. Par conséquent, la société a effectué un examen complet des dossiers de clients tenus par l'intimé et a découvert les autres formulaires de compte présignés et modifiés.

21. Dans le cadre de son enquête sur la conduite de l'intimé, Investia a envoyé des lettres aux clients touchés ainsi que des copies d'un historique des opérations et des renseignements sur la connaissance du client, afin de déterminer l'exactitude des renseignements et de savoir si les opérations avaient été autorisées ou non. Aucun client n'a fait part de préoccupations à Investia.

22. Le 21 novembre 2022, Investia a soumis l'intimé à une surveillance stricte jusqu'au 31 janvier 2023. La société a indiqué qu'aucune préoccupation ou aucun autre problème n'avait été soulevé pendant la surveillance stricte de l'intimé.

23. Le 5 mai 2023, Investia a transmis à l'intimé une lettre de mise en garde concernant la conduite fautive décrite dans la présente entente de règlement.

24. Le 8 novembre 2023, La Financial and Consumer Affairs Authority (FCCA) de la Saskatchewan a avisé Investia qu'elle avait imposé des conditions à l'inscription de l'intimé en raison de l'enquête sur la conduite de ce dernier décrite aux présentes. Investia a donc été tenue de soumettre l'intimé à une surveillance étroite et de préparer des rapports mensuels de surveillance étroite des activités de vente de l'intimé et de ses interactions avec les clients.

Les autres facteurs

25. L'inscription de l'intimé chez Designed Securities Ltd., l'employeur actuel de ce dernier, demeure assujettie aux conditions imposées par la FCCA.

26. L'intimé n'avait jamais été visé par une instance disciplinaire de l'ACFM ou de l'OCRI auparavant.

27. Rien n'indique non plus que des clients ont subi des pertes financières ou que les opérations sous-jacentes n'ont pas été autorisées, et aucun client n'a déposé de plainte auprès de l'OCRI ou du courtier membre.

28. En concluant l'entente de règlement, l'intimé a épargné à l'OCRI le temps, les ressources et les dépenses associés à la tenue d'une audience contestée portant sur les allégations.

V. MODALITÉS DE RÈGLEMENT SUPPLÉMENTAIRES

29. Le présent règlement est conclu conformément à la Règle 7.4.4 des Règles visant les courtiers en épargne collective et aux Règles 14 et 15 des Règles de procédure des courtiers en épargne collective.

30. L'entente de règlement est conditionnelle à son acceptation par le jury d'audience. Au cours ou au terme de l'audience de règlement, le jury d'audience pourra accepter ou rejeter

l'entente de règlement. Les audiences de règlement sont généralement tenues à huis clos, conformément à la Règle 7.3.5 des Règles visant les courtiers en épargne collective et au paragraphe 15.2 2) des Règles de procédure des courtiers en épargne collective. Si le jury d'audience accepte l'entente de règlement, l'instance deviendra publique, et la décision du jury d'audience ainsi que l'entente de règlement seront rendues publiques à www.ocri.ca.

31. L'entente de règlement prend effet et devient exécutoire pour l'intimé et le personnel à la date de son acceptation par le jury d'audience. Sauf si les parties en ont convenu autrement, les amendes et les frais imposés à l'intimé sont payables immédiatement, et les suspensions, révocations, interdictions, conditions ou autres modalités de l'entente de règlement entrent en vigueur à la date de prise d'effet de celle-ci.

32. Si le jury d'audience accepte l'entente de règlement, le personnel et l'intimé conviennent de ce qui suit :

- (a) L'entente de règlement constituera la totalité de la preuve à soumettre à l'audience de règlement, sous réserve de la Règle 15.3 des Règles de procédure des courtiers en épargne collective.
- (b) L'intimé accepte de renoncer à tout droit à une audience complète, à une révision ou à un appel, notamment devant le conseil d'administration de l'OCRI ou toute autorité en valeurs mobilières qui a compétence en l'espèce en vertu de sa loi habilitante, ou à toute révision judiciaire ou à tout appel de l'affaire devant tout tribunal du territoire compétent.
- (c) Sauf dans le cas d'une instance intentée à l'égard d'une allégation de non-conformité avec la présente entente de règlement, le personnel n'introduira aucune instance contre l'intimé en vertu des Règles visant les courtiers en épargne collective relativement aux faits et aux contraventions décrits dans la présente entente de règlement. Aucune disposition de la présente entente de règlement n'empêche le personnel d'enquêter ou d'introduire des instances à l'égard des faits ou des contraventions qui n'y sont pas mentionnés, qu'ils fussent connus ou inconnus au moment du règlement. De plus, rien dans la présente entente de règlement ne libère l'intimé de toute obligation réglementaire continue.

- (d) Dans l'avis donné au public conformément à la Règle 7.4.5 des Règles visant les courtiers en épargne collective, l'intimé sera réputé avoir été sanctionné par le jury d'audience en vertu de la Règle 7.4.1.1 des Règles visant les courtiers en épargne collective.
- (e) Ni le personnel ni l'intimé ne feront de déclaration publique incompatible avec l'entente de règlement. Le présent paragraphe ne vise aucunement à restreindre le droit de l'intimé de présenter une défense pleine et entière dans l'éventualité où des poursuites civiles ou autres seraient intentées contre lui.

33. Si le jury d'audience accepte l'entente de règlement et que, par la suite, l'intimé ne respecte pas l'une des modalités de règlement énoncées aux présentes, le personnel se réserve le droit d'introduire une instance contre l'intimé en vertu de la Règle 7.4.3 des Règles visant les courtiers en épargne collective en se fondant notamment sur les faits exposés dans l'entente de règlement et sur la violation de celle-ci. Si de telles mesures disciplinaires supplémentaires sont prises, l'intimé convient que les instances peuvent être instruites et tranchées par un jury d'audience composé de certains ou de l'ensemble des membres du jury d'audience qui a accepté l'entente de règlement, s'ils sont disponibles.

34. Si, pour quelque raison que ce soit, le jury d'audience n'accepte pas l'entente de règlement, le personnel et l'intimé auront droit à des instances, à des mesures de redressement et à des contestations, notamment à la tenue d'une audience disciplinaire en vertu des Règles 7.3 et 7.4 des Règles visant les courtiers en épargne collective, sans égard à l'entente de règlement ou aux négociations ayant mené au règlement.

35. Les modalités de l'entente de règlement seront traitées de manière confidentielle par les parties jusqu'à ce que le jury d'audience accepte l'entente, et pour toujours si, pour quelque raison que ce soit, le jury d'audience n'accepte pas l'entente de règlement, sauf s'il y a un consentement écrit de l'intimé et du personnel ou si la loi l'exige. Les modalités de l'entente de règlement seront rendues publiques si le jury d'audience accepte l'entente de règlement.

36. L'entente de règlement peut être signée en plusieurs exemplaires, tous les exemplaires constituant ensemble une entente liant les parties. Une signature télécopiée ou la copie électronique d'une signature sera aussi valide qu'une signature originale.

FAIT le 29 novembre 2024.

« Jordan Michael Snitzler »

Jordan Michael Snitzler

« Doug Mutschler »

Témoin – signature

Doug Mutschler

Témoin – nom en caractères d'imprimerie

« Tyler Beazer »

Membre du personnel de l'Organisme canadien de réglementation des investissements

Tyler Beazer, avocat de la mise en application

© *Organisme canadien de réglementation des investissements, 2024. Tous droits réservés.*

ⁱ Le 1^{er} janvier 2023, l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'OCRCVM) et l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (l'ACFM) ont fusionné pour former un organisme d'autoréglementation unifié appelé Organisme canadien de réglementation des investissements (dans les présentes, l'OCRI) et reconnu en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable. L'OCRI a adopté des règles provisoires qui contiennent les exigences réglementaires en vigueur avant la fusion qui sont énoncées dans les règles et politiques de l'OCRCVM et dans les statuts, règles et principes directeurs de l'ACFM (collectivement, les Règles provisoires). Les Règles provisoires contiennent : (i) les Règles visant les courtiers en placement et règles partiellement consolidées; (ii) les Règles universelles d'intégrité du marché (RUIM); (iii) les Règles visant les courtiers en épargne collective. Ces règles sont fondées en grande partie sur les règles de l'OCRCVM et certains des statuts, règles et principes directeurs de l'ACFM qui étaient en vigueur immédiatement avant la fusion. Si les dispositions visées aux présentes font partie des règles de l'OCRCVM ou des statuts, règles ou principes directeurs de l'ACFM qui étaient en vigueur immédiatement avant la fusion et qui ont été incorporés dans les Règles provisoires, le personnel de la mise en application cite les dispositions des Règles provisoires. Aux termes de la Règle 1A des Règles visant les courtiers en épargne collective et de l'article 14.6 du Règlement n° 1 de l'OCRI, ce dernier peut prendre des mesures disciplinaires en cas de violation des exigences réglementaires de l'ancienne ACFM.